

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Alerte-Crise-de-la-gouvernance-europeenne-Risque-de-Tres-Grand-Divorce-dirigeants-de-l-UE-peuples-europeens-Suite-du-GEAB-d-avril-2014>

Alerte Crise de la gouvernance européenne : Risque de Très Grand Divorce dirigeants de l'UE / peuples européens Suite du GEAB d'avril 2014 -

Date de mise en ligne : vendredi 30 mai 2014

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ce bulletin est la suite du [GEAB N°84](#) sortie le 15 Avril 2014.

► **Extrait [GEAB N°84](#)** (15 avril 2014) -

Notre équipe présente ici un scénario très sombre correspondant à un danger d'évolution qui a toujours été là mais dont la probabilité était équilibrée, voire inférieure, à celle d'une transition hors de la sphère d'influence américaine vers un monde multipolaire à l'émergence duquel l'Europe pouvait contribuer utilement. La crise ukrainienne a enclenché un déraillement de l'Europe qui fait désormais exploser le risque d'une dérive de l'Europe hors des voies d'avenir, de paix, d'indépendance et de démocratie à une probabilité inquiétante que nous évaluons à 85%. À ce titre, il mérite d'être présenté en détail.

Dans le [GEAB N°1](#) de janvier 2006, Franck Biancheri (coordinateur de la publication jusqu'à son décès en octobre 2012) décrivait la séquence suivante des étapes de la crise :

1. Crise de confiance en le dollar
2. Crise des déséquilibres financiers US
3. Crise pétrolière
4. Crise du leadership usaméricain
5. Crise du monde arabo-musulman
6. Crise de la gouvernance mondiale
7. Crise de la gouvernance européenne

Le fait est que c'est bien à cette dernière étape de la liste d'événements anticipés par Franck Biancheri dès janvier 2006 que nous nous situons. Et, depuis plusieurs mois déjà, le GEAB s'attache à rendre compte de la crise politique qui frappe désormais l'Europe en décrivant l'effondrement du cadre de gouvernance post-Traité de Maastricht et en tentant de montrer qu'une piste de résolution de crise existe bien et qu'elle se situe du côté de l'Euroland.

Si l'on se demande pourquoi cette liste s'arrêtait à cette étape de crise politique européenne, la situation actuelle nous donne la réponse : autant les étapes précédentes s'enchaînent les unes aux autres logiquement, autant selon la nature du dénouement de la dernière des scénarii radicalement différents s'ouvrent pour la suite des événements. L'UE va-t-elle imposer son effondrement ou les logiques d'avenir eurolandaises parviendront-elles à trouver leur chemin ?

L'EUROPE À LA CROISÉE DES CHEMINS A PRIS LE MAUVAIS

Depuis plusieurs mois également, nous évoquons l'idée d'une Europe à la croisée des chemins. Par ailleurs, LEAP en général préconise depuis longtemps un rapprochement **Euro-BRICS** comme condition d'une coopération non-conflictuelle entre les différents pôles mondiaux. Mais aujourd'hui, l'Europe a commencé à perdre le sens de son destin, de ses responsabilités et de ses valeurs... en même temps que son indépendance et ses promesses de paix.

Nous avons abondamment décrit dans le précédent numéro les conséquences néfastes pour l'indépendance de l'Europe de la construction d'un nouveau rideau de fer sur sa frontière orientale. Un mois plus tard, la rhétorique de la guerre froide continue à être exploitée par l'ensemble de notre classe politique, de nos médias et de la bureaucratie bruxelloise.

Les hypothèses que nous avons posées il y a un mois [1] demeurent : dans le cadre des négociations relatives à la signature d'un accord de libre-échange UE-Ukraine, les Occidentaux, États-Unis d'Amérique en tête, ont obligé l'Ukraine à choisir son camp en rejetant la proposition constructive russe pour une négociation tripartite (russo-ukraino-européenne) qui aurait permis de trouver un accord satisfaisant pour toutes les parties de facto concernées. Obligée à choisir, l'Ukraine s'est divisée et a perdu sa liberté et son statut de pays-tampon, garant de relations fluides entre Europe et Russie. De cette situation découle logiquement la confrontation Europe-Russie, accentuée par les positions belliqueuses et autoritaires des USA intervenant sans cesse en la matière, déséquilibrant les relations extérieures européennes et poussant l'UE dans les bras des États-Unis-OTAN. Retour sur le devant de la scène des logiques parfaitement anachroniques de guerre froide et d'une OTAN en perte caractérisée de vitesse depuis la chute du Mur ; augmentation considérable des chances de signature d'un TTIP perdu d'avance dans le contexte antérieur ; ouverture de pistes tous azimuts en matière de partenariat énergétique UE-US, etc. Bipolarisation du monde à l'heure du multipolaire [2], usaméricanisation de l'Europe au moment où les scandales liés à la NSA étaient sur le point d'acter son désalignement, émergence d'une nouvelle idéologie « occidentaliste » contrevenant à tous les principes de globalisation tant vantés par l'Occident et peu à peu adoptés par le reste du monde, un rideau de fer tombe à nouveau sur l'Europe avec la complicité active de la plupart de nos gouvernements.

LA « DÉ-USAMÉRICANISATION » DE L'EUROPE N'A PAS EU LIEU

Car, contrairement à ce que le « débat public » sur la crise ukrainienne semble indiquer, la vraie question n'est pas de savoir si Poutine a eu tort ou raison de récupérer la Crimée, mais comment peut-on accepter que les USA s'ingèrent à un tel degré dans les affaires étrangères européennes [3] ?

On se souvient en effet du silence retentissant des gouvernements nationaux face à la folie guerrière qui s'est emparée de Bruxelles et de nos médias le mois dernier. Aujourd'hui la situation s'est empirée : nos gouvernements ne sont plus seulement silencieux, ils participent activement à l'oeuvre de division. La France demande l'annulation du sommet UE-Russie [4], les pays baltes demandent l'installation de troupes de l'OTAN sur leurs territoires [5], la Pologne diminue ses importations russes en gaz [6], la Finlande et la Suède font mine de paniquer à l'idée d'une invasion russe de leurs pays [7]... L'intox est à son comble, désormais emmenée par de nombreux gouvernements nationaux, et toujours ce silence de la part des autres...

L'appel chinois à la « *désusaméricanisation du monde* » nous revient ainsi en mémoire. La mise en garde a été suivie d'effets dans certains pays : le grave différend diplomatique entre l'Inde et les USA [8] ou le sommet CELAC en Amérique du Sud [9] sonne le glas de l'influence US dans ces zones stratégiques majeures. La crise des écoutes de la NSA fournissait l'occasion de se dégager des circuits d'influence usaméricaniste présents dans les appareils de nos États, et a d'ailleurs été utilisée dans ce sens jusqu'à la crise ukrainienne [10]

POLOGNE, ITALIE, QUELQUES CAS CONCRETS DE RÉ-AIGUILLAGE

En revanche, on peut suivre assez précisément le basculement d'autres pays dans le camp occidentaliste.

Le cas de la Pologne est emblématique. Au terme du règne des très atlantistes frères Kaczyński, l'élection de [Donald Tusk](#) comme Premier Ministre en 2007 semblait signaler la sortie de la Pologne de l'ère post-chute du Mur. Le nouveau dirigeant mène une politique résolument pro-européenne, anti-missiles US et travaille à restaurer les liens avec la Russie... jusqu'en juillet 2008. C'est à cette date qu'il refuse pour la dernière fois l'installation du bouclier anti-missile que les États-Unis d'Amérique n'ont cessé de lui imposer. Car en août 2008, il capitule et déclare que « *grâce au bouclier, l'USA et la Pologne seront plus en sécurité* ». Quels arguments ont bien pu retourner Donald Tusk sur une position aussi capitale ? Mystère. Quoi qu'il en soit, la Pologne de M. Tusk a joué et joue encore un rôle primordial dans l'escalade de tensions Euro-Russes [11].

Plus récemment, le coup d'État de [Matteo Renzi](#) en Italie, véritable porte-avion de l'OTAN, assure certainement aux USA d'une bonne coopération avec ce pays. Renzi est un homme de gauche de l'étoffe des Clinton, Blair, Schröder, Obama, Strauss-Kahn, etc. : gauche acquise aux thèses néolibérales d'inspiration anglo-saxonne, bien pratique pour passer les mesures anti-sociales qui provoquent des levées de bouclier lorsqu'elles viennent de la droite. La LSE le qualifie d' « ami de l'Usamérique et européiste » [\[12\]](#), une combinaison qui fait désormais frémir.

ÉTRANGES RECONFIGURATIONS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Encore plus récemment, le revirement à 180° [\[13\]](#) de toute la politique française entamée par François Hollande est un vrai sujet d'inquiétude. La gravité pour le PS des résultats des municipales a clairement été exagérée par les médias (mais avec le consentement du gouvernement car aucune voix ne s'est élevée à gauche pour faire remarquer que dans un contexte de crise majeure et d'impopularité chronique, la sanction pour le PS n'avait rien de très sérieux) dans le but de forcer un remaniement ministériel. On doit donc se demander dans quel intérêt ce remaniement a eu lieu et l'examen attentif des CV et de la nouvelle organisation s'impose.

Ce qui inquiète notre équipe, c'est le profil très Clinton-Schröder-Blair-Obama-Renzi de Manuel Valls [\[14\]](#) qui s'engage déjà en faveur de la politique de baisse des impôts [\[15\]](#), d'endettement et d' « expansionnisme » de la BCE [\[16\]](#) caractéristique de la logique FMI-Washington et contraire à la prudente doxa professée par l'Allemagne-BCE consistant à réduire l'endettement (nous revenons sur cette analyse plus loin).

Il y a également ce surprenant transfert du commerce extérieur du Ministère de l'Économie au Ministère des Affaires Étrangères [\[17\]](#) qui fait sortir les questions commerciales - telles que le TTIP par exemple - du ressort de la politique nationale, permet sans doute de mieux court-circuiter les passages obligés par l'Assemblée Nationale et renforce les influences étrangères sur le dossier... sans compter que les Affaires Étrangères restent aux mains de [Laurent Fabius](#) dont l'atlantisme n'est pas un secret.

Le troisième point qui nous chiffonne concerne le passage du *Secrétariat général des affaires européennes* (SGAE) sous la coupe de l'Élysée [\[18\]](#). Ce changement peut être une bonne ou une mauvaise nouvelle : il sort la politique européenne de la France d'un Matignon beaucoup plus indépendant que la précédente version pour la mettre sous le contrôle direct et renforcé du chef de l'État ; mais il permet aussi aux décisions en la matière de contourner le contrôle parlementaire auquel les décisions du Premier Ministre sont soumises, contrairement à celles de la Présidence. On voudrait court-circuiter la démocratie pour accélérer l'adoption du TTIP, par exemple, qu'on ne s'y prendrait pas autrement. En la matière, notre équipe estime qu'il est trop tôt pour juger si cette dernière mesure en particulier correspond à une stratégie de combat contre des pressions anticipées ou au contraire le symptôme d'une capitulation face à ces mêmes pressions.

UNE ALLEMAGNE TIRAILLÉE DE TOUS CÔTÉS

Du côté allemand, la situation est particulièrement illisible, probablement aussi en raison du manque d'objectivité de l'interprétation que font les médias des événements. Le patron de la Bundesbank, Jens Weidmann, actant du risque de déflation en zone euro, semblait être brutalement devenu favorable à une politique d'assouplissement quantitatif de la part de la BCE le 25 mars [\[19\]](#), pour expliquer quelques jours plus tard les différences notables entre le QE des BOE, BOJ et autres Fed <http://www.leap2020.eu/Extrait-GEAB...>

[\[20\]](#), et déclarait le 10 avril que le risque de déflation était en fait encore très faible [\[21\]](#) ... mais que, si l'euro forçait trop, il faudra recourir à de l'assouplissement [\[22\]](#). On devine des pressions énormes derrière une telle inconstance... chez un banquier allemand de surcroît ! Schäuble, le Ministre des Finances, résiste et continue à se battre pour un renforcement du contrôle politique et démocratique de l'Euroland, préconisant la création d'un Parlement de la zone Euro [\[23\]](#). Merkel en revanche, après avoir tenté d'élever sa voix contre les sanctions de la Russie, est désormais de plus en plus inaudible. Steinmeier, des Affaires Étrangères, vient quant à lui de surprendre tout le monde en

déclarant devant un parterre de patrons d'entreprises résolument opposé aux sanctions contre la Russie qu'il n'était plus possible de commercer comme avant avec les Russes [24]. Combien de temps encore l'Allemagne tiendra-t-elle ?

PEUR DE L'AVENIR ET RESSERREMENT DU CAMP OCCIDENTAL

À ce stade, nous devons comprendre quels sont les ressorts de ce qui ressemble tant à une capitulation en rase campagne des élites européennes (fonctionnaires, politiques et journalistes). En effet, toute cette classe politico-médiatique ne peut être subitement devenue traîtresse à la cause européenne. Elle doit donc se sentir justifiée dans sa démarche de réorientation stratégique aussi radicale. Mais quelles peuvent être ces justifications ?

Les ressorts sont innombrables mais ceux qui nous intéressent sont ceux susceptibles d'avoir convaincu le sommet de la pyramide européenne. Or, notre équipe a identifié deux évolutions dont la combinaison mise en perspective peut avoir effrayé nos responsables.

Côté usaméricain, il y a ce fameux « *taper* » dont nous avons montré en février qu'il marquait l'échec de la politique précédente de surendettement et signalait l'enclenchement d'un processus d'explosion du dollar [25] <http://www.leap2020.eu/Extrait-GEAB...> Côté européen, il y a cette hantise d'une déflation <http://www.leap2020.eu/Extrait-GEAB...> [26] qui réduirait à néant les efforts de bonne gestion des Européens ces dernières années.

Ce double contexte a donné la main aux occidentalistes de Bruxelles et de Washington qui ont ainsi trouvé les arguments pour convaincre de l'impérieuse nécessité d'une alliance de fer entre l'Europe et les États-Unis d'Amérique, alliance dont on voit malheureusement qu'elle ne peut se faire que contre le reste du monde (un constat qui à lui seul aurait dû éliminer cette prétendue piste de solution) : vous, Européens, êtes à la limite de l'explosion avec votre austérité génératrice de ralentissement et de déflation... si le dollar s'effondre, vous ne résisterez pas... unissons donc nos forces pour nous sauver ensemble ! Établissons une vaste zone de libre-échange Euro-Dollar (ou plutôt EuroDollar-Dollar puis Dollar-Dollar [27], car il s'agira alors inévitablement d'un Euro partie intégrante à la zone Dollar) permettant de continuer à faire tourner les gigantesques quantités de monnaie en circulation ! Réorganisons le marché énergétique sur une logique d'autarcie au sein du camp occidental (à coup de *fracking* sur tout le territoire) ! Mettons en place un monde fermé et « entre amis », fonctionnant sur les principes connus du « *monde-d'avant* », loin de la complexité du monde multipolaire qui nous fait perdre la main (ce qui est vrai pour les US mais pas pour l'Europe) et de leur concurrence déloyale !

Et en plus, nous tenons ainsi le moyen de restructurer notre dette, c'est-à-dire d'effacer notre ardoise, à bon compte. Il n'échappera à personne en effet que l'Occident contre les émergents, c'est aussi le camp des débiteurs contre le camp des créanciers. Or, qui veut noyer son chien l'accuse de la rage, et qui ne veut plus rembourser son voisin le traite d'ennemi.

DE L'OCCIDENTALISATION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET TRANSNATIONALES... OU DE LEUR EXPLOSION

Bien sûr, seules des logiques martiales peuvent présider à ce genre d'évolution, et cela constitue une excellente nouvelle pour l'OTAN qui croupissait d'ennui, d'inutilité et d'obsolescence depuis la fin du Rideau de Fer. Il est d'ailleurs intéressant de noter que l'OTAN et l'UE, tous deux composés de 28 États membres, dont la plupart sont en effet les mêmes, dont les sièges sont tous deux situés à Bruxelles, dotés de prétendues assemblées parlementaires [28] qui ne représentent personne... semblent avoir combiné leurs agendas. François Ruffin a écrit un livre pour savoir s'il fallait faire sauter Bruxelles [29]. Il a répondu que « non » ; il s'est trompé. Le problème de l'Europe, c'est

vraiment ce ghetto d'institutions non-démocratiques, technocratiques, monolingues, fermées sur elles-mêmes et déconnectées des réalités européennes, qui vient aspirer les chancelleries des États membres dans son idéologie de survie. Notre équipe en sait quelque chose pour avoir travaillé de 2002 à 2006, dans le cadre de son projet de réflexion/anticipation EuroRings [30] à faire germer l'idée d'un déploiement de la géographie institutionnelle de l'UE sur un cercle de grandes capitales européennes pour désenclaver l'UE et permettre sa démocratisation et son appropriation par les Européens.

En matière militaire, nous avons vu le mois dernier que la crise ukrainienne pourrait éventuellement servir l'annulation des coupes budgétaires récemment imposées au Pentagone. Notre équipe suit donc régulièrement les nouvelles sur ce point mais, pour le moment, il ne semble être question de rien de tel. Ce qui est apparu dans nos écrans en revanche, c'est le débat sur la réaumentation des contributions des États-Unis aux organisations internationales de type ONU [31]. En nous attardons sur ces questions, nous avons découvert d'intéressantes tractations qui peuvent se résumer de la sorte : l'Ukraine par exemple a révélé un problème pour les États-Unis, à savoir qu'ils n'ont plus les moyens de leur politique. Empêcher la Russie de prendre de l'influence sur l'Ukraine, oui ; éviter la banqueroute du pays, non : qui va payer ? l'Europe ? le FMI ? En tous cas, pas les États-Unis qui n'ont en tout et pour tout proposé que 1 milliard sur les 35 dont l'Ukraine aurait besoin pour payer ses Factures [32]... à la Russie d'ailleurs. Côté armée, c'est un peu la même chose : les coupes budgétaires brisent les ailes du Pentagone.

Alors une stratégie à moindre frais pourrait consister à (re-)prendre le contrôle des organisations internationales que sont le FMI (pour financer l'Ukraine) ou l'ONU (pour récupérer le contrôle des forces d'interposition). Pour ce faire, il est en effet de bon ton de commencer par réaugmenter sa quote-part qui n'a cessé de baisser en valeur absolue (faute de moyens) et relativement à l'arrivée de nouveaux membres. Premier problème : le Congrès s'y refuse [33]. Deuxième problème : pour doter ces organisations de l'argent des autres, argent bien utile pour mener à bien ses politiques, il faut aussi leur céder du pouvoir ; mais, bien entendu, les Russes ou les Chinois ne vont pas accepter de doter des organisations qui mèneraient des politiques allant à l'encontre de leurs intérêts. Cette tentative de récupération des organisations occidental-occidentales du XXème siècle pour le compte des intérêts occidentalistes est vouée à l'échec car, inévitablement, elle fera fuir les membres non-occidentaux et ce qui restera, s'il reste quelque chose, n'aura plus rien d'international... sans compter que ce n'est pas l'Occident en crise qui dotera généreusement ces organisations nouvelle-mode.

DE L'OCCIDENT À L'OCCIDENTALISME

L'anticipation politique est là pour nous rappeler que lorsqu'un système ne parvient plus à s'adapter aux tendances historiques profondes (et l'émergence de nouveaux pôles est une tendance historique profonde caractéristique du XXIème siècle), le temps se fige et s'enkyste pour laisser place à ces ères de pierre dont l'Histoire est coutumière, régimes totalitaires idéologiques en tous genres, qui se dénouent généralement dans le sang pour permettre aux tendances de reprendre leur cours.

Ce qui distingue la chute du communisme d'État de la fin des années 80 de l'effondrement du monde américain de la fin des années 2010, c'est que le premier correspond à la fin d'un système idéologique et au retour des régions concernées dans le monde réel, alors que dans le second cas, c'est bien le contraire qui se produit : le monde américain était tout simplement un système dominant, adapté aux caractéristiques de son temps, surfant sur les dynamiques réelles d'échanges et de relations [34]. Mais le monde américain qui naviguait sur la réalité imposée par le caractère bipolaire de la planète a commencé à dérailler de la réalité en général avec la transformation profonde de cette réalité en 1991. En vingt ans, le système s'est mis à dysfonctionner de plus en plus gravement. La crise systémique globale enclenchée en 2008 correspondait à la fois à la sortie de piste naturelle de ce système (en négatif) et à l'apparition de nouvelles caractéristiques structurelles (en positif).

L'Europe, quant à elle, trouvait facilement sa place dans ces nouvelles caractéristiques, nous l'avons souvent dit, et

son insertion dans le nouveau paradigme était même susceptible d'aider les États-Unis, naturellement les plus perdants de la transition, à trouver leur place dans la nouvelle configuration.

Mais les voies empruntées actuellement nous éloignent de ce scénario. À sa place, nous voyons se mettre en place une tentative de retour en arrière, vers un monde bipolaire articulé sur une confrontation. Et cette fois-ci, c'est l'Occident qui est du mauvais côté du Rideau, qui doit mettre en place une idéologie, l' « occidentalisme-démocratisme » (ou quelque chose comme ça), pour justifier l'érection d'un système fermé paranoïaque.

DE LA DÉMOCRATIE AU DÉMOCRATISME

Si le mot « démocratie » est utilisé à tout bout de champ, c'est de facto dans une déconnexion complète entre peuples et élites politico-administratives que nous entraînent les évolutions actuelles. En effet, sur de nombreux points, les peuples dérangent maintenant ces élites :

- tout d'abord, la déconnexion n'est pas récente et le transfert des compétences au niveau européen qui n'a pas été accompagné du transfert des pouvoirs politiques cristallise depuis le Traité de Maastricht le divorce entre élites et peuples ;

- depuis 2008, la crise renforce encore ce sentiment d'impuissance des citoyens européens face aux cures qui leur sont administrées par des bureaucrates qu'ils n'ont pas élus ou des élus qui ne défendent plus leurs intérêts.

Mais jusque-là, une interaction politiques-administrés était encore de mise. Avec la crise ukrainienne, on change de dimension :

- les postures martiales et le déploiement de troupes militaires aux frontières de l'Europe pour des « raisons (d'État) auxquelles la raison (citoyenne) échappe » ne se fait pas sans qu'un certain sentiment d'abandon ne s'empare du citoyen lambda ;

- l'ingérence constante de Washington dans des affaires purement européennes, visible depuis le débat de la crise ukrainienne, ne manque pas de poser des questions angoissantes aux Européens sur l'indépendance et l'identité des pilotes de l'UE ;

- une BCE en passe d'opter pour un recours aux méthodes américaines d'assouplissement quantitatif décriées depuis 6 ans et dont on peut en effet constater aujourd'hui l'inefficacité, provoque inévitablement une forte suspicion ;

- les manœuvres employées pour accélérer la signature du fameux TTIP (nous revenons sur ce sujet plus loin), envers et contre tous les avis (consommateurs, défenseurs des libertés, patrons d'entreprises, etc.), achèvent de ranger les machinations du système dans la catégorie « trahison » des intérêts collectifs européens les plus évidents.

NON, LA SIGNATURE DU TTIP N'EST PAS MOTIVÉE PAR L'INTÉRÊT DES EUROPÉENS

Attardons-nous quelques instants sur ce TTIP dont la Commission européenne prétend qu'il nous fera gagner 120 milliards d'activité économique supplémentaire. La première remarque qui vient à l'esprit, c'est « comment la facilitation d'échanges avec le marché atone de 250 millions de consommateurs américains au détriment de notre

accès aux marchés multimilliardaires et en pleine expansion des émergents pourrait-elle être une bonne affaire ? » Car le problème est là : nous voyons bien que le TTIP nous coupe des Russes pour commencer, puis des BRICS [35] qui resserrent leurs liens entre eux en réaction logique aux postures agressives de l'Occident [36].

Par ailleurs, les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Europe bénéficient déjà depuis longtemps de très faibles barrières douanières (rarement plus de 3%) [37]. Ce n'est donc pas aux barrières tarifaires que s'attaque le TTIP mais aux protections légales, celles que l'Europe s'est construites pour protéger son marché de produits toxiques notamment. Depuis des décennies, les Européens se sont créé un marché notamment alimentaire répondant à des normes sanitaires très strictes réduisant le plus possible les OGM, les hormones, les produits chimiques en tous genres,... normes que nous nous appliquons à nous-mêmes... et bien sûr aux produits d'importation. C'est grâce à cette normalisation que les Européens bénéficient de l'alimentation la plus contrôlée et la plus saine de la planète, que ces normes s'imposent au reste du monde, qu'elles tirent donc vers le haut pour le plus grand profit des consommateurs du monde entier, et que l'Europe s'est construit l'image justifiée d'un producteur de produits alimentaires de grande qualité s'exportant donc facilement. L'objectif du TTIP est donc simple : abaisser le niveau de normalisation pour le rendre compatible avec celui des États-Unis... La conséquence de cette dérégulation sera de rendre les produits US accessibles à notre marché, des produits inévitablement compétitifs en termes de prix compte tenu de leur moindre qualité, qui tireront à moyen terme vers le bas la qualité de la production alimentaire européenne et feront s'effondrer leur compétitivité qualitative... on comprend mieux pourquoi les patrons d'entreprise allemands, par exemple, se sont affichés contre le TTIP dès l'origine.

Objet des attaques contre le TTIP, l'ISDS ([Investor-State Dispute Settlement](#)) donne un avantage exorbitant aux entreprises sur les États en cas de litige [38]. Côté européen, il y a encore peu de temps, on demandait à ce que cette clause soit tout simplement éliminée de l'accord mais, côté américain, il n'en était pas question. Désormais, les Européens se sont pliés et entreprennent de « convaincre » la société civile des bienfaits de l'ISDS dans le cadre d'une consultation/explication très transparente [39].

De nombreuses autres raisons mobilisent les associations de citoyens, de consommateurs et d'entrepreneurs contre le TTIP [40]. Mais selon notre équipe, une caractéristique se dégage de la description précédente qui condamne en effet ce Traité, c'est qu'il apparaît clairement comme un outil au service des exportations américaines avant toute autre chose. Obama, par ses tentatives de court-circuitage du Congrès via l'invention de mécanismes dits « [fast-track](#) » en dit en effet long sur le caractère vital de ce TTIP pour Washington, bien plus que pour l'Europe. On imagine d'ailleurs aisément les puissances à l'oeuvre derrière ce Traité, au premier rang desquels l'immense Monsanto [41].

TOUT DROIT VERS UNE ESCALADE DES TENSIONS UE-EUROPÉENS

Le sentiment croissant d'une trahison d'élites européennes n'oeuvrant plus qu'à l'intérêt de puissances étrangères ou économiques multinationales exacerbe donc inévitablement la grogne des Européens. La récente explosion d'une bombe à Athènes au pied des bâtiments de la troïka [42], les manifestations à Bruxelles contre l'austérité [43] et le TTIP avec des mots d'ordre aussi explicites que « Europe : owned by wolves, governed by dogs », les manifestations de plus en plus brutalement réprimées et désormais hors-la-loi [44] en Espagne notamment, ... révèlent l'effolement d'une société civile qui ne sait littéralement plus à quels saints se vouer. Et tout le problème est là en effet : ce que les médias interprètent et instrumentalisent comme un sentiment anti-européen correspond à la prise de conscience graduelle que se plaindre auprès de nos gouvernements n'offre pas beaucoup de chances de succès... moins par surdité de ces derniers que par impuissance. Mais auprès de qui se plaindre ? L'Europe ? « Qui dois-je appeler si je veux appeler l'Europe » [45] !

Mais l'étape qui semble être en train d'être franchie consiste en ceci que les dirigeants UE et États membres, en quête de leviers de pouvoirs mais incapables de les trouver auprès de leurs « administrés », se détournent

désormais résolument des citoyens et se rapprochent d'un nouveau levier de pouvoir : Washington qui leur fournit la direction commune, au lieu de l'intérêt collectif européen, à même de les structurer et de leur redonner la sensation du pouvoir-faire (en l'occurrence le « pouvoir-crée un vaste marché transatlantique », le « pouvoir-se trouver un ennemi », le « pouvoir-faire acte de force militaire »...). C'est l'extrême-droite que l'on craignait de voir remplir le vide politique européen. Et bien, dans un premier temps tout au moins [46], nous aurons un régime de « collaboration » qui nous en apprend sans doute sur les ressorts à l'oeuvre dans la tentation des élites européennes pendant la deuxième guerre mondiale : lorsque les classes dirigeantes sont déconnectées de leurs peuples, il n'y a qu'en collaborant avec le fort du moment qu'elles peuvent se redonner la griserie du pouvoir... une sensation à laquelle aucun politique de moyenne catégorie n'est capable de résister [47]

Les dirigeants des États membres en partenariat avec les fonctionnaires de Bruxelles se mettent donc en rang serré sous la houlette de Washington. Et nous allons maintenant voir comment tout ce joli monde a prévu d'imposer aux Européens (et aux Usaméricains) leur beau traité de collaboration, le fameux TTIP.

IMPOSER AUX EUROPÉENS UN GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE DONT ILS NE VEULENT PAS : MODE D'EMPLOI

Avec le TTIP en effet, la rupture entre UE et société civile est quasi consommée. Elle est actée en matière de politique commerciale par le traité de Lisbonne et le schéma des négociations du TTIP lui-même [48]. Par ailleurs à la question « faut-il consulter la société civile ou faire une étude d'impact préalable sur les conséquences du marché transatlantique ? » le Parlement a tout simplement et sans débat répondu « non » [49].

D'un côté nous avons des décideurs politiques non élus, la Commission européenne et sa horde de négociateurs, qui ont tout pouvoir pour négocier aussi largement que possible en matière commerciale [50] (y compris en l'occurrence sur des dispositions qui relèvent de la compétence propre des États [51]), n'ont de compte à rendre à aucun organe de contrôle (le Parlement Européen tout comme le Conseil [52] n'auront connaissance du traité qu'une fois signé par la commission européenne quand il leur sera soumis pour validation [53]), ne sont pas exempts de conflits d'intérêts [54], travaillent sous la pression des lobbys industriels et financiers et, faut-il le rappeler, sont toujours immuns à vie pour les actes accomplis dans le cadre de leur fonction [55].

Et de l'autre côté, nous avons des institutions pseudo-démocratiques qui, en fait, ne contrôlent à aucun moment le processus décisionnel, les négociations menées par la commission européenne sont quasi secrètes, le texte ne sera dévoilé qu'une fois l'accord signé, le consentement du Parlement européen préalable à la décision du Conseil sera, vu les grands équilibres politiques en Europe et la prépondérance des partis qui soutiennent le TTIP [56], de toute manière acquise [57], le Conseil lui-même n'a en fait comme unique latitude que de pouvoir valider ou non la signature de l'accord, une marge de manoeuvre qui se réduit à « prendre ou laisser » [58].

Il est donc *in fine* de peu d'intérêt de se pencher sur la question du rôle du Parlement Européen quant à l'adoption ou non du TTIP. Sans la question du blocage de la procédure de *fast-track* aux États-Unis d'Amérique qui empêche Obama de passer outre le Congrès [59], l'accord serait sans doute déjà sur la table du Conseil pour validation.

Étant donné le beau monde qui se précipite au portillon, on peut juger que l'affaire est importante. Pas moins de 7 commissaires européens se présentent aux élections de mai prochain, lesquels, à l'image de Karel de Gucht, le commissaire chargé du commerce, ou de Olli Rehn, responsable de l'économie, des questions monétaires et de l'euro, ont tous le profil industrie, commerce, finances [60]. C'est la carte de la coalition des mammoths, des *lobbys* au sein des groupes parlementaires, un exercice auquel tous ces commissaires sont parfaitement rodés...

Quelle que soit la nouvelle recombinaison du Parlement européen, c'est le Conseil qui sera décisionnaire, et nous

retrouvons alors les mêmes que ceux qui en juillet 2013 avaient accordé à l'unanimité le mandat à la Commission européenne. Il n'y aura plus de changements dans les ministères d'ici là. Renzi [61] est bien évidemment tout acquis au TTIP et, en France, c'est Fabius, le très-atlantiste ministre des affaires étrangères, qui a récupéré au sein de son ministère le portefeuille du commerce extérieur (avec la bénédiction de la Présidence [62]). La secrétaire d'État, Fleur Pellerin, s'est d'ailleurs empressée au lendemain de sa nomination de soutenir le TTIP [63].

À noter qu'ici le couple franco-allemand converge parfaitement sur le TTIP, entre les ministères des Affaires étrangères français et allemand : Steinmeier, SPD, et Fabius, PS - et les portefeuilles du Commerce extérieur : toujours Fabius même après le remaniement, et Gabriel, SPD [64]. Même si l'unanimité ne semble plus tout à fait acquise, la majorité qualifiée est suffisante.

On voit l'effort politico-procédural-législatif mis en oeuvre pour obtenir coûte que coûte la signature d'un traité qui, plus que jamais, mobilise la société civile européenne, et pas seulement les organisations alter-mondialistes, comme on l'a vu plus haut !

ET SI TOUT CELA NE SUFFIT PAS, IL RESTE ENCORE LA POSSIBILITÉ DE DIABOLISER LES EUROPÉENS

Mais si tout ceci ne suffit pas à faire passer le TTIP à la barbe des opinions publiques européennes, il n'est pas non plus inenvisageable que le Conseil joue carrément une carte anti-démocratique. Exacerbé par un parlement européen qui déciderait de s'opposer au TTIP dans le cadre d'une campagne électorale en partie supposée renouer avec les citoyens, le Conseil pourrait être enclin à vouloir passer outre en jugeant que le PE n'est pas légitime en la matière et adopte le TTIP seul.

Sur ce point, la prétendue « vague » d'extrême-droite en Europe, combinée à une explosion de mouvements sociaux, le tout dans un contexte de quasi-déclenchement de guerre avec la Russie, servirait admirablement les intentions très pures de nos dirigeants européens/technocrates UE qui pourraient prétexter d'un risque majeur sur la démocratie européenne pour interrompre, ne serait-ce que temporairement, le processus électoral en mai prochain. Depuis février dernier, brutalement, les temps semblent en effet devenus mûrs pour interrompre les processus démocratiques en Europe au nom de la démocratie, pour protéger l'Europe des Européens devenus fous en prétendant éviter un scénario de type Allemagne 1933... L'histoire se répète mais ne se ressemble jamais : la mise en place d'un régime totalitaire en Europe pourrait se faire contre une prétendue répétition de la prise de contrôle du pouvoir par les Nazis... où les partis d'extrême-droite servent bien utilement de chiffon rouge. Les raccourcis conceptuels fleurissent déjà : racistes = anti-démocrates = populistes = anti-Européens = anti-austérité = Euro-critiques = pro-Russes = bientôt anti-TTIP = tous des « terroristes » ! Voici l'ennemi intérieur qu'il sera bientôt justifié d'amalgamer et de combattre.

IL EST TEMPS D'ÊTRE PARANOÏAQUE... POUR NE PAS SOMBRER DANS LA NAÏVETÉ

Nos lecteurs savent que nous n'avons pas l'habitude d'être alarmistes en ce qui concerne l'Europe. Et le fait est que, jusqu'en février dernier, l'Europe suivait chaotiquement mais assurément un chemin qui peu à peu l'amenait sur les voies d'avenir de relations équilibrées entre son allié historique américain et les nouveaux pôles de puissance mondiaux constitués par les BRICS, relations équilibrées garantant de son indépendance et de sa prise d'importance dans le jeu mondial du XXIème siècle. Forte de l'euro, d'une économie puissante, d'une balance commerciale équilibrée, oeuvrant à la structuration d'une gouvernance économique-politique de la zone euro, naturellement reliée aux marchés émergents sur le plan économique, l'Europe avait toutes les cartes en main pour sortir renforcée de la crise systémique globale.

L'attaque dont elle a fait l'objet en février dernier l'a fait dérailler et notre équipe a du mal à voir où sont les prises pour la sortir de l'ornière où elle a été jetée. Celles-ci se situent sans doute à la jonction de la société civile, des forces économiques « normales » (qui voient leur investissement d'ouverture aux nouveaux marchés partir en fumée actuellement), des petits partis progressistes et peut-être encore de certaines organisations européennes (comme la Cour de Justice qui parvenait encore récemment à rejeter une mesure de la Commission en faveur de la surveillance téléphonique et internet [65]). Mais tout ce monde n'est pas organisé au niveau européen, les partenaires potentiels ne se repèrent pas bien, les nouveaux moyens d'action politique peinent à s'inventer... Si les États membres, mauvais mais uniques garants de l'intérêt collectif, lâchent les citoyens, il y a vraiment lieu de s'inquiéter.

DES RAISONS D'ESPÉRER ?

Sur ce scénario particulièrement alarmiste, nous en sommes conscients, nous référons à nos recommandations du mois dernier qui constituent encore une piste de sortie de crise [66]. Par ailleurs, nous avons évoqué la difficulté qu'a Obama à faire accepter son *fast-track* par le Congrès. Finalement l'espoir pourrait-il venir de là où est venue l'attaque, à savoir des États-Unis ? Ou bien des BRICS qui trouveraient le moyen de ramener tout le monde à la raison par force de conviction ou autre force...

Il est peu probable que les élections européennes fournissent la base à un débat public de qualité sur ces questions. Les gros partis sont bien trop occupés à s'approprier les maigres programmes communs qu'ils ont péniblement réussi à concocter à 28 [67] ; les partis anti-démocratiques se contenteront d'« anti-européen » au nom des souverainetés nationales ; les petits partis, d'où pourrait venir l'espoir, seront probablement incapables de coaliser leurs maigres forces au niveau transeuropéen.

C'est pourtant cette dernière piste qui constituerait la meilleure chance de l'Europe...

► Extrait [GEAB N°84](#) (15 avril 2014) -

Mardi 27 Mai 2014

[1] Source : [Communiqué public GEAB N°83](#), LEAP/E2020, 15/03/2014.

[2] À ce sujet, lire l'article « Crise ukrainienne : un coup dramatique porté au rapprochement Euro-BRICS et à l'émergence du monde multipolaire » publié par le réseau Euro-BRICS de LEAP. Source : [LEAP/Euro-BRICS](#), 04/04/2014

[3] Ce sont les USA qui ont anticipé et guidé toutes les réactions européennes à la crise ukrainienne : ils ont été les premiers à s'offusquer du choix de Ianoukovitch en faveur de l'accord russe, ont poussé nos dirigeants aux sanctions ([Financial Times](#), 30/03/2014), nous injurient lorsque nous n'obtempérons pas assez vite ([The Guardian](#), 07/02/2014), décident de la date de signature du Traité UE-Ukraine ([EU Business](#), 13/03/2014), installent leurs troupes en lieu et place de l'OTAN aux frontières orientales de l'UE ([ABC](#), 09/04/2014), etc. Les USA créent la guerre en Europe sans qu'aucun gouvernement européen ne trouve la force de répartir.

[4] Source : [Deutsche Welle](#), 20/03/2014

[5] Source : [Financial Times](#), 09/04/2014

[6] Source : [The Economist](#), 04/04/2014

[7] C'est un journal US qui est obligé de les ramener à la raison. Source : [Washington Post](#), 09/04/2014

[8] Source : [Reuters](#), 13/03/2014

[9] Source : [MercoPress](#), 28/01/2014

[10] Source : [Deutsche Welle](#), 20/03/2014

[11] Pour s'en convaincre, il suffit de taper « [Tusk + Ukraine](#) » dans Google.

[12] Source : [LSE](#), 29/11/2013

[13] Notre équipe ne remet en aucun cas l'honnêteté et l'indépendance de la politique menée par François Hollande au cours de ses deux premières années de mandat. En matière économique, la France a réellement représenté un vrai contre-modèle équilibré entre les politiques d'austérité et celles d'endettement (à ce sujet, lire l'article « [The Plot against France](#) » de Paul Krugman, publié le 10/11/2013 par le *New York Times*) fondé sur l'imposition égalitaire ; quant à sa politique étrangère, notamment africaine bien sûr, menée en partenariat d'égal à égal avec les forces politiques et militaires régionales, elle a constitué un véritable espoir de renouvellement dans la gestion de ce type de crise ; c'est cette voie française qui a d'ailleurs justifié la fureur des médias et des sondeurs, le fameux « *Hollande-bashing* » auquel le président français, considérablement fragilisé politiquement, semble avoir finalement cédé en février dernier.

[14] Par exemple : « *Manuel Valls : a smart operator in the Blair mould* », [The Guardian](#), 01/04/2014

[15] Par exemple : « *Manuel Valls promises further Euros11bn cut to French taxes* », [Financial Times](#), 08/04/2014

[16] Source : [MNI, Deutsche Börse Group](#), 08/04/2014

[17] Source : [Reuters](#), 03/04/2014

[18] Source : [Libération](#), 08/04/2014

[19] Source : [Reuters](#), 25/03/2014

[20] Source : [La Tribune](#), 26/03/2014

[21] Source : [Bloomberg](#), 11/04/2014

[22] Source : [ForexMinute](#), 14/04/2014

[23] Source : [Financial Times](#), 27/03/2014

[24] Source : [EUObserver](#), 10/04/2014

[25] Source : [GEAB N°82](#), LEAP/E2020, 15/02/2014

[26] Nous avons traité plus en détail ce thème du risque de déflation dans le présent numéro du GEAB.

[27] On notera d'ailleurs le retour de la rhétorique anti-Euro ces derniers temps (cet article « *Tuer l'Euro pour sauver l'Europe* » du [Vif-L'Express](#) le 01/04/2014 rend assez bien compte de ce regain de tendance) sachant que si l'on y réfléchit à deux fois, compte tenu du fait qu'il est impossible de revenir instantanément aux monnaies nationales, une sortie de l'Euro aurait comme unique solution (au moins temporaire) de faire adopter à l'Europe le dollar... souverainistes de tous bords qui défendent fièrement cette idée pourrait avoir l'honnêteté intellectuelle d'aller jusqu'au bout de

leur idée... Mais il semble qu'en Europe ces temps-ci, être souverainiste et laisser Washington gérer les affaires européennes ne soit pas un problème...

[28] Vous ne le saviez pas, nous non plus, et pourtant si : l'OTAN est dotée d'un simulacre de légitimité démocratique : la NATO Parliamentary Assembly ! Source : [Wikipédia](#)

[29] Source : [Faut-il faire sauter Bruxelles ?](#), Amazon

[30] Source : [Europe2020](#), 15/04/2002

[31] Source : [CNSNews](#), 02/04/2014

[32] Source : [Bloomberg](#), 06/04/2014

[33] Source : [Xinhuanet](#), 15/01/2014

[34] Contrairement à ce que certains prétendent, le capitalisme n'est pas une idéologie, il est une réalité atemporelle capable de produire le meilleur (lorsque les richesses créées servent l'intérêt et le bien-être collectif) comme le pire (lorsque l'accaparement de ces richesses par une minorité prédomine).

[35] Source : [Deutsche Welle](#), 06/04/2014

[36] Il est important de faire l'effort de regarder la situation dans laquelle nous nous sommes mis depuis un angle d'observation BRICS. La conclusion évidente pour cet observateur sera que l'Occident n'est plus fiable, que les États-Unis sont devenus ultra-dangereux et qu'il faut donc se dégager au plus vite de leurs résidus d'influence.

[37] Source : [ArteTV](#), 17/02/2014

[38] Source : [Euractiv](#), 22/01/2014

[39] Source : [Commission européenne](#), 27/03/2014

[40] On notera que l'autre grand traité de libre-échange US-Asie (TTP, *Trans-Pacific Trade Partnership*) a lui aussi du mal à convaincre... Source : [The Japan Times](#), 10/04/2014

[41] L'intérêt de cette organisation s'est exprimé par exemple lorsque, à la demande de Washington, ils ont accepté de réduire le lobbying intensif qu'ils exercent à Bruxelles... pour ne pas risquer de perturber les négociations... Source : [CBCNews](#), 03/06/2013

[42] Source : [Reuters](#), 10/04/2014

[43] Source : [EUObserver](#), 04/04/2014

[44] Source : [The Guardian](#), 21/11/2013

[45] Fameuse phrase attribuée (peut-être à tort) à Henry Kissinger. Source : [Wikiquote](#)

[46] Face à une telle trahison des élites, les populistes de tout poil vont trouver un nouveau terrain de jeu particulièrement propice et les technocrates, en quête de levier populaire et d'ordre, feront probablement le choix, dans un deuxième temps, de l'alliance avec ce genre de forces.

[47] Encore une petite citation d'Henry Kissinger : « *Power is the ultimate aphrodisiac* ». Source : [Wikiquote](#)

[48] Source : [Négociations UE-USA, la procédure](#)

[49] Source : [no-transat.be](#)

[50] Selon l'article 207 §3 du [Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne](#) qui stipule que « La politique commerciale commune est, en application de l'article 3 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), une compétence exclusive de l'Union européenne ».

Source : [Représentation Permanente française auprès de l'UE](#)

[51] Le Conseil donne son feu vert pour entamer les discussions avec les États-Unis en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange.

Source : [Conseil de l'UE](#)

[52] Même les États membres ne peuvent pas savoir ce qu'il y a dans le TTIP avant la signature du texte par la Commission. Source : [Deutsche Wirtschafts Nachrichten](#), 08/03/2014

[53] Source : [Prawokulturi.pl](#), 26/03/2014

[54] Voir la liste des négociateurs TAFTA (autre nom du TTIP... tout est bon pour perdre le citoyen, y compris multiplier les noms de ce traité de libre-échange), relevant tous de groupes industriels, agro-alimentaires, financiers, etc. Source : [Quadrature du Net](#)

[55] Source : [Newropeans Magazine](#), 23/03/2004

[56] Vote de la résolution du PE soutenant le mandat de négociation (avril 2013) : Oui : 78 % ; Non : 18 % ; Abstentions : 5 %. Par groupe politique au PE : Parti populaire : oui (204/217) ; Sociaux-démocrates : oui (125/43) ; Libéraux : oui (59/66) ; Verts : non (43/47) ; Gauche radicale : non (30/30). Source : [Les enjeux du TTIP](#)

[57] L'article 218(6), alinéas (a) et (v) du Traité de Lisbonne ajoute un critère supplémentaire exigeant que le PE donne son 'consentement' (il s'agissait avant d'un 'assentiment') si un accord couvre des domaines auxquels s'applique la procédure législative ordinaire (PLO). Comme le commerce est maintenant couvert par celle-ci, cela semble confirmer l'idée que le PE doit désormais 'consentir' à l'adoption de l'ensemble des accords commerciaux. Source : ICTSD, décembre 2009

[58] Sources : [Commission européenne](#) ; et [TTIP : Une négociation à la Pirandello](#), EPC, 23/01/2014

[59] Sources : [Wikipedia](#) ; [What's the deal with fast-track authority ?](#), UNC, 07/02/2014

[60] L'italien Antonio Tajani, industrie ; le finlandais Olli Rehn, responsable de l'économie, des questions monétaires et de l'euro, et inspecteur en chef des comptes publics dans le cadre du semestre européen ; le Polonais Lewandowski (programmation financière et du budget) ; le Croate Mimica (consommateurs) ; le belge Karel de Gucht, chargé du commerce... Source : [Challenges](#), 03/04/2014

[61] Source : [ISole24Ore](#), 09/04/2014

[62] Depuis son invitation aux États-Unis le jour de l'ouverture de JO de Sotchi, Hollande est devenu fan du TTIP. Source : [Euractiv](#), 12/02/2014

[63] Source : [Challenges](#), 12/04/2014

[64] Source : [Deutsche Mittelstands Nachrichten](#), 24/03/2014

[65] Source : [EUObserver](#), 08/04/2014

[66] « *Ukrainian crisis : Eight strategic recommendations* ». Source : [Newropeans Magazine](#), 31/03/2014

[67] Ils sont en effet très fiers d'appliquer un vrai progrès démocratique... qui aurait dû être fait il y a 20 ans... consistant à désigner une tête de liste (alors que la démocratie européenne est affaire d'équipes et non d'individus) et à élaborer un programme commun en mettant tout le monde autour de la table (alors qu'il faut travailler en petits groupes pour obtenir du contenu ensuite négociable). En bons élèves, PPE, PSE, Verts européens, etc. se sont employés à la tâche et défendront donc des programmes consensuels, donc ineptes, et totalement déconnectés des vrais problèmes du moment que constitue bien entendu la crise euro-russe.